

Cause Commune

Journal anarchiste - www.nefac.net

90^e anniversaire des émeutes
de la conscription à Québec



C'est en grande pompe que la ville de Québec célèbre en 2008 le 400^e anniversaire de sa fondation. Nous avons déjà souligné le faste avec lequel les élites entendent souligner cet événement⁽¹⁾. Mais au delà des millions dilapidés aux quatre vents, la fête prend une dimension politique. Dans leur programmation, les organisateurs passent évidemment sous silence les 400 ans de colonialisme et de génocide des peuples autochtones qui occupaient ce territoire bien avant Samuel de Champlain. Et bien entendu, on oublie également de parler des luttes menées par la population de Québec contre la domination et l'exploitation.

L'une d'entre elle mérite pourtant d'être soulignée : la résistance contre la conscription de 1918. Le Canada est alors plongé dans la Première Guerre mondiale. Le gouvernement a envoyé plus de 400 000 hommes sur les champs de batailles. Parmi eux, 60 000 meurent au combat. La propagande militaire canadienne frappe toutefois un mur, notamment au Québec. Les francophones, dans leur immense majorité, rejettent l'enrôlement obligatoire et refusent de défendre l'empire britannique au prix de milliers de vies humaines. Les socialistes proposent la conscription des richesses et font campagne en faveur de la grève générale pour y arriver. À l'occasion, la colère populaire s'exprime avec violence, créant un climat de tension particulièrement intense aux quatre coins de la province. À Montréal, en 1917, des « dynamiteros » font sauter la résidence d'un farouche partisan de la conscription tandis qu'à travers le Québec, des manifestations anti-impérialistes ponctuent les dernières années de la guerre.

Du 28 mars au 1er avril 1918, la ville de Québec est secouée par de violentes émeutes qui opposent pendant cinq jours et quatre nuits plusieurs milliers d'anti-conscriptionnistes aux autorités civiles, religieuses et militaires. Suite à l'arrestation par la police fédérale d'un jeune homme dispensé du service militaire, Joseph Mercier, des manifestants attaquent le poste de police de la Place Jacques-Cartier, dans le quartier Saint-Roch. Le lendemain, les émeutiers investissent les bureaux d'inscription militaire situés à la Place Montcalm (aujourd'hui le Carré d'Youville) et brûlent les documents qu'ils trouvent sur place. Deux journaux appuyant la conscription (*l'Événement* et le *Chronicle*) sont également attaqués par la foule venue en masse des quartiers ouvriers de la Basse-Ville. Malgré l'arrivée de centaines de soldats venus de l'Ontario, la population n'en démord pas, préférant s'armer pour faire face aux charges des militaires.

C'est le plus haut gradé francophone de l'armée canadienne, le Major-Général François-Louis Lessard, qui prend maintenant le contrôle des opérations pour rétablir « la loi et l'ordre ». Comme l'explique l'historien Jean Provencher, « cet officier s'y connaît en matière de rébellion ou de soulèvement. On le retrouve à Québec, en juin 1878, alors que l'armée intervient contre des ouvriers grévistes qui "s'adonnent à la violence et au pillage" »⁽²⁾. Il sera décoré pour sa participation à l'intervention armée contre les Métis en 1885. Il dirigera le régiment des Royal Canadian Dragoons en Afrique du Sud, en 1900 et 1901.

Il se retrouve maintenant à Québec dans des circonstances quelque peu identiques »⁽³⁾.

C'est à grand renfort de mitrailleuses que se réglera le soulèvement populaire. Au coin des rues Saint-Vallier et Saint-Joseph, l'armée tire sur la foule, faisant quatre morts. On compte parmi eux trois ouvriers (Honoré Bergeron, Alexandre Bussières, Georges Demeule, qui est âgé d'à peine 15 ans) et un étudiant (Joseph-Édouard Tremblay). Tous habitent le quartier



Saint-Sauveur. Au total, plus de 75 personnes sont blessées pendant les troubles, dont plusieurs par balles. Leur nombre exact reste incertain, la plupart évitant de se rendre à l'hôpital où les militaires procèdent à des arrestations. Plus de 2000 soldats prirent part à la contre-insurrection, faisant de cette opération militaire l'une des trois plus importantes sur le sol québécois avec les événements d'octobre 1970 et la crise d'Oka en 1990.

Aujourd'hui, 90 ans plus tard, le Canada est de nouveau en guerre aux côtés des puissances occidentales. Les motifs ne sont guère différents : une fois de plus, il s'agit d'une guerre impérialiste menée au nom de la démocratie et de la liberté. Mais, hier comme aujourd'hui, les peuples ne sont pas dupes. Malgré la propagande incessante, une majorité de la population québécoise s'oppose à la guerre. Si la conscription n'est pas à l'ordre du jour, l'armée redouble d'effort pour recruter les jeunes des milieux populaires et les envoyer mourir au front. Malgré les protestations, le gouvernement conservateur fait la sourde oreille et continue d'aller de l'avant. C'est en notre nom, et avec notre argent, que le Canada fait la guerre.

Cette opposition populaire doit pouvoir s'exprimer! C'est pourquoi nous marcherons le 28 mars prochain pour commémorer le 90^e anniversaire des émeutes contre la conscription et pour manifester notre opposition à la guerre en Afghanistan.

Manifestation anti-militariste, Vendredi le 28 mars
Rassemblement à 17h, devant la bibliothèque Gabrielle-Roy (350, rue Saint-Joseph Est) à Québec.

Nous vous invitons à soutenir cet appel en nous contactant par la poste ou par courriel et en manifestant avec nous le 28 mars prochain.

Notes :

- (1) À ce sujet, voir : « Du pain et des jeux », dans *Cause Commune*, numéro 11, automne 2006, p. 1.
- (2) L'armée tue pendant cette grève un ouvrier d'origine française, Édouard Beaudoin, que des rapports militaires présentent comme un socialiste qui a participé à la Commune de Paris.
- (3) Jean Provencher (1971), Québec sous la loi des mesures de guerre 1918, Montréal, Éditions du Boréal Express, p. 82.

Perspectives libertaires

Retour sur la grève...

La mobilisation étudiante de l'automne
ne fut pas le succès escompté.

Voulant contrer le dégel des frais de scolarité camouflé par une réforme de l'aide financière aux études, les étudiants et les étudiantes progressistes, regroupés e.s principalement autour de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE), ont eu de la difficulté à avoir des votes de grèves majoritaires. Le plancher de 7 associations étudiantes requis pour démarrer la grève n'a pas été atteint. Tout de même, le module d'anthropologie de l'Université Laval, voyant la nécessité de s'opposer aux mesures gouvernementales, ainsi que quelques associations étudiantes de l'UQAM, aux prises avec une crise financière aiguë, ont déclenché la grève générale illimitée.

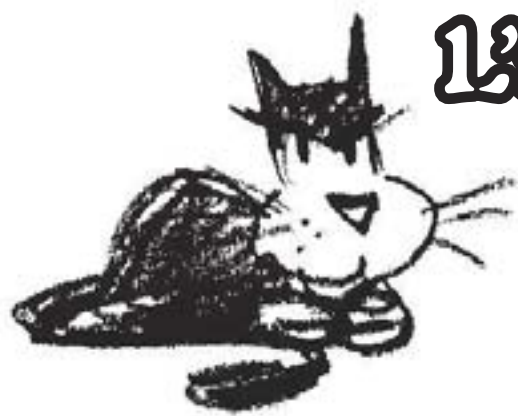
La contestation ne s'est pas circonscrite à la grève: semaine d'éducation populaire à l'UQAM (où la NEFAC-Montréal a par ailleurs donné un atelier), perturbations économiques et politiques, actions de sensibilisation, manifestation nationale. Au plus fort de la mobilisation, 58 000 personnes étaient en grève (plusieurs pour une journée, d'autres pour quelques jours ou en grève illimitée). Les services policiers s'en sont donné à cœur joie avec la répression partout en région tout au long de la session: arrestations à Drummondville, à Sherbrooke, à l'UQAM ainsi que la nuit du «mardi de la matraque» au Vieux-Montréal le 13 novembre alors que le bed-in est sauvagement réprimé.

Malgré le mauvais temps, il y avait le 15 novembre dernier environ 2 000 personnes dans les rues de Montréal pour la manifestation nationale de l'ASSE. Une semaine plus tard, la manifestation des Fédérations étudiantes regroupait tout au plus 800 personnes, démontrant la force de mobilisation et les revendications plus populaires de l'ASSE. Un contingent «gratuité scolaire» a par ailleurs été formé pour la manifestation des Fédérations afin de sensibiliser la population étudiante à la nécessité d'intégrer une analyse globale des enjeux en éducation: tous et toutes doivent pouvoir étudier au niveau post-secondaire, peu importe les moyens financiers du noyau familial.

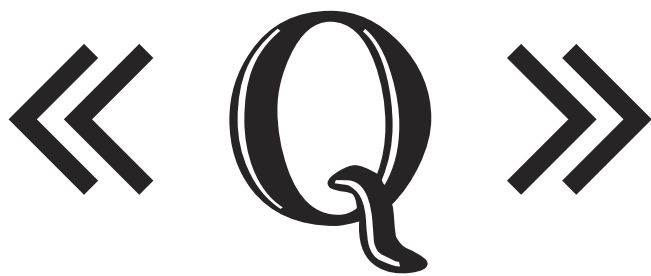
La NEFAC a participé activement aux manifestations et perturbations de la session; et encore plus la frange de ses membres qui sont encore aux études. Conférences, affichage, appui aux actions, distribution d'un *Cause Commune Express* sur la grève étudiante, assemblée publique pour lancer une invitation large au mouvement libertaire à participer au mouvement social de contestation qui se préparait à l'automne: plusieurs initiatives qui, espérons, ont diffusé davantage l'analyse libertaire dans le mouvement en ébullition.

Pour ce que nous en savons, le gouvernement devrait toujours avoir le mouvement étudiant dans les pattes dans les prochains mois. Un plan d'action chargé est au calendrier de l'ASSE. À l'UQAM, plusieurs associations étudiantes se sont données rendez-vous pour un second vote sur la grève générale illimitée. De nombreux cégeps prévoient aussi un 2^e vote sur la question. Dans tous les cas, les étudiantes et les étudiants sont en colère et veulent faire monter la pression en perturbant l'économie et les institutions politiques. Vous risquez d'en réentendre parler sous peu!

Pour s'informer: www.asse-solidarite.qc.ca
Interventions libertaires: www.nefac.net/mvtetudiant



L'anarchie de A à Z



comme Quartier

Le quartier est à la fois un lieu de vie, un terrain de lutte et l'un des points de départ de toute transformation fondamentale de la société. Le quartier est au cœur du projet politique libertaire.

Au Moyen-Âge, on disait que «l'air de la ville rend libre». C'est encore vrai dans une certaine mesure: l'ordre moral y est moins prononcé et le champ des possibles, entre autres, y est plus large qu'ailleurs. Plus la ville est grande, plus on est libre... et anonyme. C'est l'envers de la médaille, le côté obscur de la société de masse et du «vivre et laisser vivre». Heureusement, nous ne vivons ni dans le transport en commun, ni dans le trafic! En grattant à peine, pour peu qu'on s'y investisse, on trouve dans la ville plusieurs communautés à échelle humaine: les quartiers. Le quartier est une partie de la ville ayant sa physionomie propre et une certaine unité sociale. Chaque quartier a son histoire, son cachet et, pour certains quartiers ouvriers, son fumet (tout dépendant de l'usine la plus proche!).

Les vieux quartiers populaires sont devenus des terrains de lutte de classe importants. Sous couvert de revitalisation et pour répondre aux besoins de la dictature automobile, on démolit, construit et défigure à tour de bras. Face aux bourgeois, grands ou petits, et à l'État, des gens se lèvent et la résistance s'organise en comités de citoyenNEs et groupes populaires. Droit au logement, services communautaires, aménagement urbain, revendications locales, les habitantEs des quartiers veulent avoir leur mot à dire et maîtriser leur environnement immédiat.

De communautés fortuites, certains quartiers se sont transformés avec le temps en communautés solidaires. Pour qui ne s'enferme pas dans les fleurs du tapis, c'est l'une des rares expressions contemporaines d'antagonisme sociopolitique et, n'ayons pas peur des mots, de conscience de classe (au moins potentiellement). Voilà qui est précieux pour ceux et celles qui veulent changer le monde. Pas surprenant que les communistes libertaires soient investiEs avec autant d'énergie dans les quartiers que sur les lieux de travail.



Mobilisation de quartier, à Québec. (Photo: voixdefaits.blogspot.com)

Communisme libertaire

En parlant de notre projet de société, nous avons souvent braqué les projecteurs sur son versant économique («De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins»). Dans «communisme» il y a, bien sur, «commun» mais aussi «commune». Les révolutionnaires que nous sommes pensent automatiquement à «La Commune», celle de Paris (rien à voir avec les hippies), et oublient qu'en Europe, là où a d'abord été pensé le communisme libertaire, «commune» désigne aussi, plus prosaïquement, une simple municipalité.

Le communisme libertaire part des quartiers et des entreprises autogérées, dont les assemblées de masse sont souveraines. La démocratie directe telle que la conçoivent les anarchistes est un fédéralisme à deux pattes, l'une économique, l'autre géographique. La commune se trouve à être la fédération des assemblées, le conseil municipal la rencontre des déléguéEs de quartiers et d'entreprises, choisiEs, mandatéEs et révoqués par la base. Les communes existent pour planifier l'économie, doter les villes de services publics et mener à bien les projets locaux. Elles s'unissent en fédérations pour ce qui les dépasse et ce dont elles ne peuvent s'occuper seules. Les assemblées d'entreprises font de même pour former des fédérations industrielles, les deux secteurs étant unis à tous les niveaux, du local au global, en structures confédérales.

Le communisme libertaire, c'est la mise en commun de la richesse, et des moyens de la produire, mais aussi le triomphe de la fédération des communes libres sur l'État-nation.



Lancé en mars 2004, le journal que vous tenez entre vos mains vient d'avoir quatre ans. Gratuit et diffusé à 4 000 exemplaires dans une dizaine de villes de la province, c'est un phénomène unique dans l'histoire de la presse anarchiste québécoise.

Cause Commune est un porte-voix libertaire dans les luttes sociales et les quartiers. À cheval entre le tract et l'organe de presse plus élaboré, c'est un outil souple, peu coûteux, adapté aux besoins d'aujourd'hui. Il permet à des collectifs bien implantés, comme à des militantEs isoléEs, de faire un travail d'information et de sensibilisation à grande échelle.

Cause Commune se veut un journal révolutionnaire accessible. Nous le construisons autour de chroniques régulières, comme «Sur les lignes» ou «L'Anarchie de A à Z», en traitant de toutes sortes de sujets de façon succincte et accessible. Les articles évitent autant que possible le jargon militant et la propagande pure et dure. L'idée est de pouvoir le diffuser aussi bien à l'UQAM que dans une manif du FRAPRU.

Fonctionnement

Les grandes lignes du contenu du journal sont déterminées lors de réunions provinciales des militantEs de la NEFAC. Tout le monde peut soumettre un article ou un sujet (il suffit d'écrire à <nefacquebec@yahoo.ca> en mettant «Cause Commune» dans le titre). Un comité de rédaction est mandaté pour sélectionner, corriger et éditer les articles, voire en produire au besoin, et mettre en page le journal.

La distribution est coordonnée par un autre comité qui est en lien avec les personnes qui diffusent le journal dans les diverses régions. Les collectifs de la NEFAC distribuent la majeure partie du tirage en personne (manifs, conférences, spectacles, etc.) ou en laissant dans de nombreux lieux publics (cafés, librairies, bibliothèques, buanderies, etc.). Le reste, plusieurs centaines de copies, est distribué par différentes personnes qui trouvent le journal assez intéressant pour le diffuser dans leur ville. D'ailleurs, vous aussi pouvez donner un coup de main! Si ça vous intéresse, écrivez à <mtl@nefac.net> en mettant «Distribution de Cause Commune» dans le titre.

Et comment la NEFAC finance tout ça? Non, il n'y a pas de fonds secret! Ce sont les membres de l'organisation qui payent l'essentiel des frais, un peu plus de 500\$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1% et 2% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.

Aller plus loin

L'an dernier, le tirage du journal a augmenté sans tambour ni trompette et, pour la première fois, six numéros ont été publiés. Nous caressons d'autres projets pour *Cause Commune*, des projets qui nécessiteront l'appui des lectrices et des lecteurs. Augmentation du tirage, de la fréquence de parution, du nombre de pages, qui sait? On s'en reparle... Dix-huit numéros et 57 000 copies plus tard, «le petit journal de la NEFAC» continue son

Écoutez l'émission
Lisez le blogue...

VOIX DE FAITS
par le Collectif anarchiste La Nuit (NEFAC-Québec)

- ★ Actualité sociale et politique
- ★ Perspective libertaire
- ★ Luttes sociales
- ★ Mouvements
- ★ Contre-culture

À la radio :

**MERCREDI
20H**
Rediffusion jeudi 15h

Sur le web :
voixdefaits.blogspot.com

ckia 88,3 FM
RADIO BASSE-VILLE QUÉBEC



Le blogue d'information politique
La Commune
WWW.NEFACMTL.BLOGSPOT.COM

2033, St-Laurent, Montréal

L'INSOUMISSION
Librairie Anarchiste

Livres, revues, brochures et journaux

Horaire :

Lundi :	fermé
Mardi - mercredi :	de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi :	de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche :	de 12h à 18h00

Pour nous joindre : 514-313-3489

Dommages collatéraux

Le suicide et les désertions déciment les rangs des armées nord-américaines

Les soldats nord-américains désertent de plus en plus. L'an dernier, selon l'Associated Press (1), le nombre de déserteurs dans l'armée étatsunienne a franchi un sommet datant de 1980. En effet, 4 698 soldats auraient déserté en 2007, une hausse de 80% depuis le début de la guerre en Irak, un bond de 42% depuis l'an dernier.

Des chiffres qui demeurent inférieurs à ceux recensés durant la guerre du Vietnam, mais, à l'époque, la conscription était en vigueur. Ces statistiques de l'armée nous apprennent aussi qu'environ 9 soldats sur 1 000 ont déserté au cours de 2007 comparativement à 7 pour 1 000 en 2006. Du côté canadien, même si peu de statistiques sont disponibles, on nous rapporte que le nombre de désertions serait passé de 340 en 2000 à 708 en 2005 (2).

The Times (3) rapportait récemment qu'au moins 6 256 vétérans américains se seraient suicidés en 2005, soit une moyenne de 17 par jour. Des drames qui seraient principalement liés au syndrome post-traumatique. Le taux de suicide aux États-Unis est de 22,9 sur 100 000 chez les jeunes vétérans âgés de 20 à 24 ans. Ce qui équivaut à près de 4 fois la moyenne pour la même tranche d'âge dans la population civile!

Des chiffres astronomiques si on les compare aux pertes militaires qui sont d'environ 3 901 (en date du 26 décembre (4)) depuis le début de l'invasion irakienne, soit une moyenne de 2,4 par jour. Autrement dit, il y a 7 fois plus de militaires qui se suicident qu'il n'y en a qui se font tuer au combat. Des statistiques qui font réfléchir mais qui ne

semblent pas attirer énormément l'attention. Étrangement (!), ces statistiques ne nous révèlent pas le nombre de hauts gradés et de généraux morts au combat ou qui se sont enlevés la vie pour cette même période...

Plus près de nous, on peut aussi se rappeler le suicide récent d'un jeune militaire du 22^{ème} régiment. Son retour du borbier afghan, en raison de l'amputation d'une partie de sa jambe gauche durant une mission, avait d'ailleurs été largement médiatisé en 2006 (5). En contrepartie, on peut constater que les problèmes liés au syndrome de stress post-traumatique dont souffrent des milliers de vétérans, tels que la consommation abusive de drogues et d'alcool, la dépression, l'anxiété et les flashbacks sont quant à eux rarement médiatisés. Il est d'ailleurs rapporté que, pour la seule région de Québec, plus de 700 militaires à la retraite vivent avec des problèmes de santé mentale résultant de leur travail au front (6). Il faut croire que publiciser la réalité de ces vies détruites au nom du libéralisme économique ne cadre peut être pas assez avec la campagne de recrutement féroce lancée dernièrement par les Forces canadiennes?

Malheureusement, le recrutement est tout de même en hausse tant au Canada qu'aux États-Unis. En effet, au Canada, entre avril 2006 et mars 2007, le nombre de recrues dans les forces régulières a atteint 6 536 personnes, soit une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de recrues réservistes a quant à lui augmenté de 5 %, pour un total de 6326 (7). Allez y comprendre quelque chose...

Camarade, réfléchit avant de t'enrôler sous les drapeaux!
Pas de guerre entre les peuples,
pas de paix entre les classes...

Notes :

- (1) Associated Press. Army Desertion Rate Up 80 Pct. Since '03. 17 novembre 2007
- (2) http://aqoci.qc.ca/ceg/assets/files/recrutement/education_vs_militarisme_analyse.pdf
- (3) The Times. America suffers an epidemic of suicides among traumatised army veterans. 15 novembre 2007.
- (4) <http://icasualties.org/oif/>
- (5) La Presse. Un soldat canadien se suicide. 17 novembre 2007
- (6) La Presse. Émue, la ministre Verner annonce un programme d'aide aux anciens combattants. 17 novembre 2007
- (7) Le Devoir. L'armée séduit de plus en plus. 19 et 20 mai 2007.

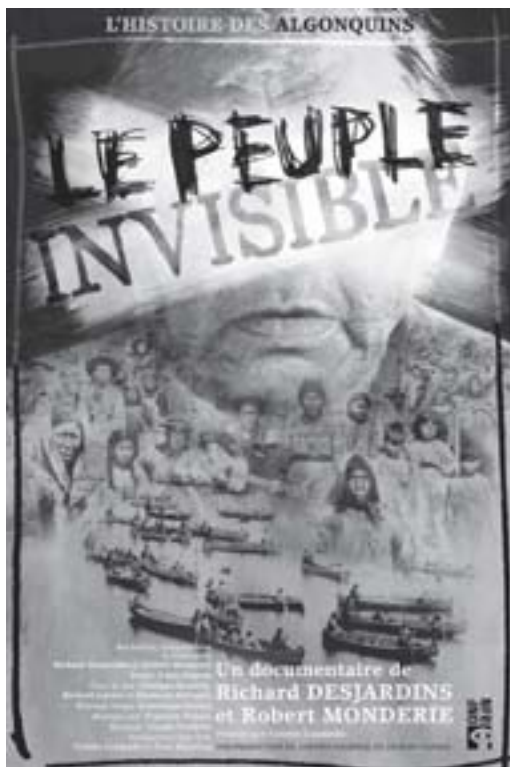
Cinéma : Le peuple invisible

Près de 10 ans après Erreur boréale, Richard Desjardins et Robert Monderie récidivent avec *Le peuple invisible*, un deuxième documentaire tout aussi corrosif.

Desjardins et Monderie n'y vont pas avec le dos de la cuillère. Dès les premiers instants du documentaire, il est possible de constater de quel côté ils penchent. Appuyés par une étude historique, les réalisateurs nous démontrent le rôle qu'a joué l'État Canadien dans le dépeçage du territoire autochtone (Algonquin dans ce cas-ci) depuis la proclamation royale de 1773. Une stratégie visant à faire disparaître un peuple ou du moins le contenir dans un territoire restreint dans le but d'implanter une économie de marché d'un océan à l'autre. De gouvernement en gouvernement et au fil du temps, la tactique est toujours la même: enlever constamment une nouvelle parcelle de terre aux amérindiens. Les cinéastes constatent que l'autochtone gêne le développement du capitalisme car son mode de vie est en totale opposition à celui-ci et qu'il n'a aucune conception de frontière comme tend à nous faire gober l'État.

Avec tact, Desjardins réussit à obtenir des témoignages chocs de ces amérindiens qui ont dû affronter et affrontent toujours l'oppression de l'État. On nous rappelle l'épisode où le clergé québécois s'est joint à la partie avec une attitude ethnocentrique en voulant «civiliser nos bons sauvages». On entend des histoires de viols dans les pensionnats des Oblats où ces charognes de prêtres, sans aucun remords, assouvissaient leurs bas instincts sur des adolescents.

Finalement, les réalisateurs nous dressent un triste portrait sociologique des réserves algonquines. L'État a réussi à implanter le même système d'exploitation, autoritaire et privilégié, tout en y dénonçant les problèmes sociaux qui y font rage: décrochage scolaire, délinquance juvénile, violence conjugale, viol, alcoolisme, suicide, etc. De plus, Desjardins nous fait



remarquer que si les réserves amérindiennes étaient un pays, ce pays se classerait 63^e au monde selon l'indice de développement humain de l'ONU.

Desjardins nous laisse sur une note désolante et termine le documentaire sur une question plutôt sérieuse: «Est-ce que le peuple algonquin va finir par disparaître?». Il aurait été intéressant que le documentaire fasse un lien avec les autres réserves au Canada qui sont en lutte contre l'État canadien. CertainEs AmérindienEs se lèvent face à cet État colonialiste et raciste afin de lutter pour l'autonomie des peuples autochtones. Mais il est clair que leur lutte est aussi la nôtre et que pour gagner leur autonomie, bloquer des ponts ne sera peut-être pas suffisant!

Plus d'info : www.onf.ca/webextension/peuple-invisible/



Campagne contre le recrutement

La campagne contre le recrutement militaire dans les institutions d'enseignement de la province commence à porter fruit. Après quelques actions de perturbation à l'automne (cégeps de Ste-Foy, Maisonneuve et Ste-Hyacinthe, UQAC, etc.), l'armée commence à annuler des sorties.

L'action contre la présence de l'armée à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) semble avoir ralenti les ardeurs des recruteurs dans cette région. Des sources nous confirment notamment qu'il n'y a pas eu de kiosque de recrutement cégep de Jonquière la session passée.

Ailleurs aussi, la campagne donne des résultats. La mobilisation étudiante a fait fuir l'armée au cégep de St-Jérôme au début décembre. En effet, l'association étudiante locale avait le mandat de s'opposer à toute présence militaire et a organisé diverses activités de perturbation de la séance de recrutement prévu le 5 décembre. Selon les animateurs de la campagne, les recruteurs en ont été informés et ont annulé leur présence.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une campagne nationale d'opposition au recrutement militaire dans les écoles. Lancée par le Centre de ressources sur la non-violence en partenariat avec des associations étudiantes de différentes régions, la campagne vise à informer les étudiantEs sur l'envers de la médaille d'une carrière de militaire, à dénoncer les investissements militaires se faisant au détriment de l'accessibilité de l'éducation et promouvoir un positionnement en assemblée générale contre la présence de l'armée. À l'heure actuelle, plus d'une vingtaine d'associations et de regroupements étudiants se sont positionnés dans ce sens.

D'autres perturbations sont prévues au cégep François-Xavier-Garneau (29 janvier), au cégep Lévis-Lauzon (31 janvier), au cégep de Rosemont (5 février) au cégep du Vieux-Montréal (6 février) et au cégep Édouard-Montpetit (8 février).

N.B.: Vous pouvez obtenir un pdf de l'affiche en haut en écrivant à mtl@nefac.net. Par ailleurs, le site web www.antirecrutement.info propose du matériel d'information plus «neutre» politiquement.



Sur les lignes...

Chronique syndicale

Abolir le droit de grève dans les transports en commun? Le gouvernement met la table pour mater les syndicats

Le gouvernement provincial jongle depuis peu avec l'idée de retirer le droit de grève aux syndicats du transport public pour le remplacer par un simple arbitrage sans possibilité pour les travailleurs et travailleuses de faire pression. Poussé par une ferveur antisyndicale et talonné par l'ADQ, le gouvernement Charest a en effet, par le biais de son ministre du travail, David Whissel, proféré une menace à peine voilée de retirer purement et simplement ce droit, mesure digne des gouvernements les plus répressifs et autoritaires.

Par le fait même, il met la table pour l'écrasement sans merci d'une éventuelle grève qui se profile dans la présente négociation à la STM, épaulant ainsi l'administration municipale de Montréal qui refuse fermement de concéder quoique ce soit aux chauffeurs en vue du renouvellement de leur convention collective. Rappelons que les chauffeurs n'ont pas fait la grève depuis plus de vingt ans, et que cette mesure servirait donc carrément à faire de cette négo un exemple.



(Photo: Badacid)

Est-il nécessaire de noter que depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Charest, le droit de débrayage a subi de nombreux coups durs, qui s'ajoutent à toute la série de mesures qui avaient été mises de l'avant par le PQ lors de son passage au pouvoir, entre autres lors de la grève des infirmières? Cette tendance antisyndicale d'un gouvernement qui est à la fois juge et partie (parce que législateur et patron en même temps) tend à se généraliser. D'ailleurs, on a souvent évoqué la possibilité d'une loi spéciale dans le secteur privé, notamment dans le cas de la grève au cimetière Notre-Dame, ce qui laisse à penser que ce genre de démarche gouvernementale, loin d'être une exception, servira d'avantage de prototype à un modèle social où la contestation efficace sera remplacée

par la concertation à l'avantage unique du patronat.

En conflit...

Au moment d'écrire ces lignes, 17 janvier, il y avait au moins 671 prolons en grève ou en lock-out au Québec

Critique de livre:

Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006

Sabotart Édition vient de lancer «Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006», un livre de Benoît Lacourcière. Basé sur la maîtrise en science politique de l'auteur, le livre trace l'histoire du mouvement étudiant à partir d'articles de journaux, surtout de la presse étudiante, et de documents d'archives. On y découvre comment la gauche étudiante, dominante pendant les décennies 1970 et 1980, a progressivement

cedé du terrain face à une tendance lobbyiste, oscillant entre concertation et compromission.

Fondée en 1975, l'Association nationale des étudiants et des étudiantes du Québec (l'ANEEQ) domine complètement le mouvement étudiant au début des années 1980. L'organisation se présente alors comme une centrale syndicale combative, n'hésitant pas à user de moyens de pression allant jusqu'à la grève pour obtenir gain de cause.

En face, les partisans du «dialogue» et de la «crédibilité» peinent à s'organiser. Une première génération d'organisations concertationnistes est balayée par la combativité de l'ANEEQ qui fait reculer par la grève un projet libéral de dégel des frais de scolarité. La victoire sur les collabos sera toutefois de courte durée, ces derniers se réorganisant quelques années plus tard. Ce sera le début de l'ère de la FECQ et de la FEUQ. L'ANEEQ, après l'échec relatif d'une grève offensive, est minée de l'intérieur par des luttes intestines entre factions politiques. Elle ne se relèvera jamais de la défaite historique du dégel des frais de scolarité et crèvera dans l'indifférence généralisée au début des années 1990. Ce n'est que dix ans plus tard, après une première tentative avec le MDE, que le syndicalisme étudiant de combat retrouve le chemin d'une pratique un tant soit peu efficace: l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Personne n'avait jamais fait la chronique moderne du mouvement étudiant québécois. Une seule réelle étude d'envergure, commandée en son temps par l'ANEEQ, existait et elle s'arrêtait en 1983. Benoît Lacourcière vient donc combler un vide. Il faut les remercier, lui et son éditeur, d'avoir pris le mouvement étudiant au sérieux.

Si vous vous êtes toujours demandé comment la FECQ et la FEUQ, des créatures pourtant récentes, en sont venues à dominer le mouvement étudiant, il faut lire «Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006».

Le livre est notamment disponible à la Librairie l'Insoumise, à Montréal, et à la Page Noire, à Québec.

Avortement au Québec : libre et gratuit?

La liberté pour une femme de choisir d'avoir des enfants ou non est une des revendications les plus fondamentales du mouvement féministe. La lutte pour la légalisation de l'avortement, puis pour sa plus grande accessibilité, a été un moyen concret de remettre en question le contrôle sur le corps des femmes que la société accordait traditionnellement aux hommes.



Même si l'accessibilité aux services d'avortement gratuits est meilleure au Québec que dans le reste du Canada et aux États-Unis, certains obstacles se présentent encore aux femmes qui choisissent de se faire avorter en 2008.

Vingt-quatre pourcent des hôpitaux du Québec (16% au Canada) pratiquent l'avortement, en plus des CLSC et des Centres de santé des femmes. En 2006, les délais d'accès à ce service ont été jugés «déraisonnables» par le Ministre de la Santé et les tribunaux ont décrété que le gouvernement ne respectait pas la Loi sur l'assurance maladie en ne remboursant qu'une partie des coûts des avortements pratiqués dans les cliniques privées à cause des trop longs délais. La loi a depuis été changée, mais elle n'est toujours pas appliquée et des femmes doivent encore payer jusqu'à 300\$ pour se faire avorter.

Dans toutes les grandes villes d'Amérique du Nord, on trouve maintenant des centres de conseil sur la grossesse qui sont non-gouvernementaux et à but non-lucratif. Certains de ces centres ont malheureusement été fondés par des groupes anti-choix afin d'y dissuader les jeunes femmes de se faire avorter. Sous des noms trompeurs du genre «urgence-grossesse» («crisis pregnancy centers»), ils fournissent de l'information fautive ou partielle sur la croissance des foetus et sur l'avortement. Certains de ces centres vont même jusqu'à chercher à retarder les démarches d'une femme qui choisit l'avortement dans le but de le rendre impossible. Ce phénomène est particulièrement bien documenté aux États-Unis et au Canada anglais.

À première vue, il peut être difficile de savoir si un centre de ressource a pour mission de présenter de l'information objective et d'aider les femmes qui tombent enceintes ou bien s'il a pour mission de faire le contraire (la présence de bibles et de crucifix peut être un indice de cette seconde possibilité). Il est possible de recevoir des renseignements authentiques et de l'aide dans les CLSC, dans les Centres de santé des femmes ou encore à l'Association canadienne pour la liberté de choix (<canadiansforchoice.ca> 1-888-642-2725).

L'éducation sexuelle est importante quand il s'agit de santé sexuelle et de prévention des grossesses non désirées. Or, en 2003, Santé Canada a subventionné une étude qui a révélé que les jeunes avaient généralement de moins bonnes connaissances des questions sexuelles que les personnes ayant pris part à une étude semblable en 1989. Parallèlement, les cours d'éducation sexuelle ont graduellement été abolis dans les écoles secondaires depuis 2005. L'éducation sexuelle n'est pas considérée comme faisant partie des «matières fondamentales», c'est donc chacun des professeurs des différentes matières (math, géographie...) qui doit s'en charger de manière transversale.

Le simple fait que des groupes religieux ou «masculinistes» qualifient encore aujourd'hui d'immoral le fait qu'une femme soit libre de mener à terme une grossesse ou non nous indique qu'il reste du chemin à faire dans notre société afin d'assurer à chacune la possibilité de planifier de manière autonome et éclairée une naissance.

Reprise de la NEFAC à Sherbrooke...

Brisons les chaînes de l'oppression!

Une présentation sur l'anarchisme, le communisme libertaire, la lutte des classes, le féminisme, l'anti-racisme et l'anti-impérialisme.

Présentée par des militantes de la NEFAC.
www.NEFAC.net

Jeu 7 février 2008 19h00
Au Tremplin, 97 Wellington Sud
Évidemment gratuit!

«Ça prend des idées pour changer le monde...»

Librairie sociale autogérée

265 Dorchester, Québec

Ouvert du mardi au dimanche de 12h à 17h et les jeudi et vendredi jusqu'à 21h